



**PRÉFET  
DE LA LOZÈRE**

**Liberté  
Égalité  
Fraternité**

**dossier n° DP 048 127 24 A0007**

date de dépôt : **23 février 2024**

demandeur : **Monsieur CORREA Gilles**

pour : **Carport**

adresse terrain : **lieu-dit Vitrolles, à Monts-de-Randon (48700)**

Commune de Monts-de-Randon

**ARRÊTÉ N°  
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable  
au nom de l'État**

**Le maire de Monts-de-Randon,**  
Le Maire au nom de l'état

Vu la déclaration préalable présentée le 23 février 2024 par Monsieur CORREA Gilles demeurant lieu-dit Vitrolles, Monts-de-Randon (48700);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour Carport ;
- sur un terrain situé lieu-dit Vitrolles, à Monts-de-Randon (48700) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.111-17 du code de l'urbanisme "A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, dans le cas où elle ne peut être inférieure à trois mètres." ;

Considérant que sur le plan de masse le carport n'est pas implanté en tout point en limite ou à minimum 3 mètres de la parcelle voisine B 49.

**ARRÊTE**

**Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2**

Le carport devra être implanté soit en limite de la parcelle B 1237 soit à minimum 3 mètres de la limite parcellaire.

A Ricautat  
Le 12 mars 2024

Le maire,

Francis SAINT-LEGER



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.